

17 novembre 2020

Appel à une seconde vague d'action contre la réintoxication du monde

Dans la première moitié de l'année 2020, le déferlement viral aura provoqué un ralentissement inédit de la dévitalisation marchande de la planète. Au cœur du confinement s'est alors diffusée une lucidité partagée, mais trop souvent désarmée et isolée, quant à l'urgence de faire barrage in extremis à la production du désastre.

Le 17 juin dernier, alors que la machine se ré-emballait de plus belle, plus de 70 actions, blocages, rassemblements se sont déployés simultanément à travers le pays (1). Ils ont matérialisé un premier grand rebond de luttes de terrain contre la réintoxication de monde.

C'est pour donner une nouvelle fois corps à ce front commun, frappant par son énergie et sa diversité, qu'un ensemble de collectifs réunis le 30 août dernier à l'occasion d'un rassemblement sur la zad de Notre-Dame-des-Landes ont décidé d'appeler à une seconde vague d'actions coordonnées le 17 novembre prochain.

Les mobilisations locales du 17 juin ont dessiné une première cartographie post-confinement des sites de production destructeurs qui doivent s'arrêter, d'espaces naturels – forêts, zones humides, terres cultivables, friches urbaines – qui ne doivent pas être artificialisés, des chantiers écocides qu'il faudra paralyser... Elles ont aussi révélé des dizaines d'endroits où des collectifs d'habitant-e-s se lèvent déjà localement contre l'absurdité de ces "aménagement du territoire".

Le 17 juin n'a pas été sans lendemain. Des terres investies ce jour là à Dijon ou une vigie construite sur le quartier des Vaïtes à Besançon sont toujours défendues depuis. La zone sauvage du Carnet sur laquelle un rassemblement a eu lieu est maintenant devenue une zad et ses bétonneurs chancellent. Le projet menaçant la forêt du Madrillet à côté de Rouen et dont le chantier s'est retrouvé bloqué a été mis en suspens après coup. Une lutte contre un projet routier en Haute-Loire s'est relancée à cette occasion. Bien d'autres, comme celles sur l'avenir des terres de Gonesse, contre les nouvelles fermes-industrielles de 200 000 poulets dans le Finistère ou l'usine d'engrais de synthèse Yara vont se poursuivre....

Nous savons qu'obtenir des victoires concrètes nécessitera de revenir régulièrement sur ces lieux, d'en habiter certains, d'en faire muter d'autres, de continuer à se coordonner dans un mouvement qui ne peut être que mondial et de lancer de nouvelles vagues de mobilisations encore plus amples et déterminées. C'est seulement à cette condition que nous parviendrons peut-être à préserver des conditions d'existence désirables sur terre, pour nous comme pour le reste du vivant, hors du nihilisme économique.

D'autant que les trois derniers mois n'ont fait que confirmer le cynisme absolu des dirigeants politiques et des puissances économiques, au fur et à mesure que les signes explosifs des ravages du système se multipliaient. Aux feux de forêt gigantesques qui frappent tous les continents, aux sécheresses intenses qui menacent le système agricole dans son intégralité, à la publication des dernières simulations climatiques encore plus alarmistes (2), ils ont répondu par la reprise rapide du trafic aérien, des marchés financiers, de la spéculation sur la faim, et ce malgré l'épidémie. Aux licenciements massifs, à la précarisation de milliers de salarié-e-s laissés

sur le carreau, ils ont répliqué par de nouveaux cadeaux aux entreprises, sans même envisager de contreparties sociales ou environnementales. À la catastrophe de Beyrouth, à l'annonce de l'extinction des deux tiers des espèces sauvages, à la révélation sur les rejets de Lafarge dans la Seine, ils ont répondu par la reprise de l'usage des néonicotinoïdes dans les champs, maintenu la production d'engrais au nitrate d'ammonium et validé l'exportation dans le reste du monde des pires pesticides interdits en Europe. Face aux soulèvements mondiaux contre le racisme systémique et les violences policières, nous les avons vus malgré tout durcir encore les politiques sécuritaires.

Nous faisons face à des enjeux décisifs. 100 milliards d'euros vont être injectés dans l'économie française en deux ans sous forme de plans de "relance", pour faire vivre à tout prix le mythe de la croissance quelques années de plus, quelques mois peut-être, à un coût écologique et social désastreux. 78 nouveaux projets de « réindustrialisation » clés en main, court-circuitant les protections environnementales, sont déjà annoncés : bien souvent sur des sites encore non artificialisés. (3) L'acharnement dans un modèle prédateur ne peut représenter une perspective enviable pour celles et ceux qui souffrent déjà de l'exploitation, avec ou sans travail. Seules de profondes reconfigurations dans le rapport à la production et aux formes d'organisation sociale peuvent de nouveau offrir des perspectives d'activités et d'emplois porteuses de sens, que ce soit en ville ou dans les campagnes. Dans les dix prochaines années, un agriculteur sur deux va partir en retraite, et ce sont alors un quart des terres cultivables nationales qui vont changer de main. Sans une bataille foncière acharnée qui allie vocations paysannes et déterminations environnementales, elles iront soit à l'agrandissement des exploitations industrielles, soit à la bétonisation.

Nous pourrions rester effaré.e.s, enlisé.e.s dans le sentiment qu'il est déjà trop tard. Mais nous pouvons aussi parier sur la puissance d'un sentiment de révolte partagé et d'une exigence de conséquence qui puisse enfin bouleverser radicalement la donne. L'année a déjà été marquée par quelques victoires de luttes ancrées - liant résistances directes de terrain, mobilisations larges et recours juridiques : abandon d'Europacity sur les terres de Gonesse et de l'urbanisation menaçant les Lentillères à Dijon, du Center Park en gestation dans la forêt de Roybon et de l'A45 entre Lyon et Saint-Etienne... Nous devons passer un seuil. Misons fermement sur le fait qu'il devienne dorénavant de plus en plus difficile pour eux de légitimer des projets destructeurs de milieux vivants. Parions que partout où des luttes déterminées viendront y faire obstacle, nous les forcerons dorénavant à renoncer!

Quant à l'existant et dans la foulée des initiatives liées à l'anniversaire de l'explosion de Lubrizol (4), nous appelons les habitant.e.s des villes et des campagnes à informer et accentuer localement la pression sur les secteurs qui leur semblent le plus évidemment toxiques et dispensables : cimenteries, usines de pesticides ou productions de gaz et grenades de la police, industrie aéronautique, publicitaire ou construction de plateformes Amazon sur des terres arables, unités d'élevage industriel, développements de l'industrie nucléaire, clusters développant la numérisation de l'existence et un monde sans contact avec le vivant...

Nous appelons à renforcer, chemin faisant, des liens avec les travailleurs qui dépendent économiquement de ces secteurs de productions et chantiers. L'urgence sociale, c'est de penser avec elles et eux les mutations possibles des activités nécessitant un maintien des revenus et droits acquis, les réappropriations nécessaires des lieux de travail, ainsi que les rapports de force à engager pour garantir des ressources pendant les périodes de transition.

Nous appelons donc enfin le 17 novembre à une seconde série d'actions, blocages, rassemblements et occupations contre les lieux de production, de fabrication ou de transformation ainsi que tout autre bâtiment ou infrastructure profondément nuisibles

qu'il nous faut mettre à l'arrêt. Mais si nous visons sérieusement à nous défaire de pans conséquents du monde marchand, il nous faut conjointement nous doter des formes d'autonomies à même de répondre à nos besoins fondamentaux. **Nous appelons donc également à des occupations de terres en villes ou dans les zones péri-urbaines pour des projets de cultures vivrières, ainsi qu'à des réquisitions d'espaces d'entraide, de soin, de redistribution et de création.** Il n'y aura pas de "tournant" sans que l'on construise ici et maintenant des formes de vie pleines de sens et bien plus désirables que celles inféodées aux besoins du marché.

Ensemble, mettons un coup d'arrêt partout à leurs projets destructeurs !

Vous trouverez ci-dessous une liste des premiers collectifs, syndicats, associations, territoires en lutte co-signataires et engagés sur cet appel. Si vous souhaitez le signer aussi, nous envoyer un appel à mobilisation locale ou un texte d'analyse complémentaire, vous pouvez écrire à 17nov@riseup.net.

Pour plus d'infos et suivre les mobilisations autour du 17 novembre :

site : agir17.noblogs.org/ + facebook : agir17novembre

Premiers signataires : Youth for climate France- ZEA (13) - Confédération Paysanne - Défense estuaire loire st nazaire (44) - DAL-Droit au logement - Attac France - des habitant.es de la zad de Notre-Dame-des-Landes (44) - Union syndicale Solidaires - La croissance tue ! - L'Amassada (12) - Bas les Masques - XR Nantes - L'assemblée libre des casse-noix (26-38)- Réseau Citoyen de Surveillance Golfech-Blayais (82) - Pays de Retz Environnement (44) - Longo Maï Grangeneuve (04) - Résistance Ecologiste Rennes (35) - les Amis de la Terre France - Emancipation Collective - Notre Maison Brûle - Résilience - Extinction Rebellion France - Collectif antinucléaire de Vaucluse/CAN84 Coordination antinucléaire du sud-est/CAN-SE Mouvement contre le crime atomique/MCCA - Sortir du Nucléaire France - des opposant.es à Pierre & Vacances / Center Parcs - Le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) (95) - Youth For Climate Avignon - Notre-Dame-des-Landes Poursuivre ensemble (44) - Espace autogéré des Tanneries (21) - XR Pour une Écologie Politique, Populaire et Sociale - La dérive social club (44) - la commune de Chantenay (44) - coordination antinucléaire du sud-ouest stop-golfech - la cagette des terres (44) - France Nature Environnement Haute-Loire (43) - Collectif Lutte des Sucs - ANV COP21 Montpellier (34) - Attac Alès Cévennes (30) - association contre le village de marques de souillac et de défense des habitants du quartier Viaduc Timbergues-Aubuges de Souillac (46) - Sauv-natur Saint-leu-la-foret (95) - Attac 44 - Asso'loucionne - cinémas Utopia - Radiation - collectif La Croissance Tue - Les Jardins des Vaîtes (25) - Comité Bure en Retz (44)- ATTAC Rennes (35) - Vigilanceogm21 - ATTAC Reims (51) - ANV-COP21 Besançon (25) - XR Reims (51) - ATTAC Pays Malouin Jersey (33) - collectif Destocamine - Alternatiba Nantes (44) - GIGNV (44)- ATTAC 93 Sud - ATTAC Flandre - XR Pantin & Alentours - Attac Montpellier (34) - Attac Paris-Nord-Ouest - Enseignants pour la Planète - Mouvement Provençau Regionalisto - syndicats Sud solidaires 44 - ATTAC Vendée (85) - Ensemble ! 34 - Attac Lille (59) - Partager c'est sympa - Collectif Citoyen " Notre Parc N'est Pas à Vendre" - Youth for Climate Paris - Stop Nucléaire Besançon (25) - Free The Soil France - Attac 63 - XR Ile-de-France - Écocampus ENS (75) - Attac Landes Côte Sud - XR Tours (37) - Non aux JO 2024 à Paris - collectif de défense des jardins des vertus (Aubervilliers) - AGIR Belle Ile (56) - SUD-Rail Paris St Lazare - Youth For Climate île de France - Confluence pour Sortir du Nucléaire Informations Pesticide Belle Ile (56) - L'assemblée libre des casse-noix (26-38) - Les Riverains et et les Amis de Béner (Le Mans - 72) - Youth for Climate Grenoble (38)

Notes :

(1) voir 17juin.noblogs.org

(2)<https://reporterre.net/Les-simulations-francaises-decrivent-un-avenir-catastrophique>

(3)<https://lareleveetlapeste.fr/78-sites-industriels-cles-en-main-un-scandale-environnemental-silencieux/>

(4) Campagne du 26 septembre - <https://www.notremaisonbrule.net/>

(5) En s'appuyant sur les cartes et outils à disposition comme <https://reporterre.net/La-carte-des-luites-contre-les-grands-projets-inutiles>